

Être itinérant

Bulletin pour METTRE UN TERME à l'itinérance à Ottawa

Jan-Déc 2008

LA CHUTE CONTINUE EN 2008

- D Logement
- C Revenu
- D Itinérance
- D Séjours dans un refuge

Un instantané à Ottawa – Nos
refuges manquent de lits



Photo: AMTI

7 045 personnes ont séjourné dans un refuge en 2008

Des milliards pour les banques alors que les refuges à Ottawa débordent : les enfants et les jeunes sont les plus touchés

La demande de lits dans les refuges bondit alors que le nombre de personnes ayant séjourné dans un refuge atteint 7 045 en 2008, dont 1 179 enfants, 473 de plus qu'en 2007.

Depuis le milieu de 2008, les refuges manquent de lits tous les soirs. Pire encore, la durée moyenne des séjours dans un refuge atteint 51 jours, 5 jours de plus qu'en 2007. Cela ne peut qu'empirer alors que la crise économique s'aggrave.

Au cours des 5 années de notre suivi, un nombre croissant de personnes ont utilisé les refuges malgré les efforts constants des organismes communautaires et des bénévoles.

Il est temps de responsabiliser tous les paliers de gouvernement !

Où iront les gens quand il n'y aura plus de place à « l'auberge » ?

Les indicateurs de progrès en matière d'itinérance à Ottawa

	2007	2008
LOGEMENT		
D		
Logement abordable		
Unités de logement social d'avant 1995 (au total)	22 400	22 400
Unités de logement abordable d'après 2000 (au total) (c.à.d. unités d'Action Ottawa & de l'INSA)	833	967
Suppléments au loyer (Ville d'Ottawa & ACSM)	3 198	3 200
Places - réseau de logement avec services de soutien	885	915*
Listes d'attente		
Ménages en attente d'un logement social	9 370	9 692
Personnes en attente d'un logement avec soutien	2 000	2 600*
Indicateurs du marché locatif		
Taux d'inoccupation	2,3%	1,4%
Loyer moyen pour un 1 ch. à coucher	798 \$	827 \$
REVENU		
C		
Ontario au travail pour une personne seule	560 \$	572 \$
Prestations du POSPH pour une personne seule	999 \$	1 020 \$
Moyenne de cas par mois pour Ontario au travail	15 296	14 329**
Salaire minimum	8,00 \$	8,75 \$
Augmentation de l'indice des prix à la consommation	2,0%	1,7%
ITINÉRANCE		
D		
# d'utilisations des lits dans les refuges	341 212	386 506
# de personnes ayant utilisé un refuge	6 572	7 045
Hommes seuls	3 249	3 325
Femmes seules	960	928
Jeunes	365	464
Familles	643	747
(enfants de moins de 16 ans dans les familles)	907	1 179
(Adultes & enfants de plus de 16 dans les familles)	1 091	1 149
SÉJOURS DANS LES REFUGES		
D		
Durée moyenne d'un séjour (en jours)	46	51
Hommes seuls	48	48
Femmes seules	43	46
Jeunes seuls	27	46
Familles	46	53

* L'augmentation du nombre de places de logement avec services de soutien et du nombre de personnes en attente découle du fait qu'un plus grand nombre de petits fournisseurs de logement ont rejoint le Réseau de logement avec services de soutien; il n'y a pas de nouvelles unités de logement.

** Alors que les cas d'OT ont diminué de 967 en 2008, ceux du POSPH ont augmenté de 1 143 pour atteindre 20 113.

Sources : page 2.



Un message des refuges d'urgence d'Ottawa

Les directeurs des refuges d'urgence rapportent que jusqu'à 100 personnes couchent sur le plancher des refuges à l'échelle de la ville

Depuis le milieu de 2008, les refuges d'Ottawa pour hommes, femmes, jeunes et familles manquent de lits tous les soirs. Sue Garvey est directrice du *Cornerstone/Le pilier Women's Shelter* depuis 13 ans. Elle est fière que le refuge soit passé d'un centre d'intervention en situation de crise à un centre de transition, mais maintenant elle s'inquiète. « Nous traversons des temps difficiles; nous refusons 10 femmes à tous les jours parce que



Photo : AMTI 2008

Perry Rowe et Sue Garvey

nous manquons de place. Nous avons fait des rénovations en 1994 pour accueillir 36 femmes, mais maintenant elles sont 52 à s'entasser toutes les nuits. »

Perry Rowe, directeur général du Centre Booth de l'Armée du Salut,

explique qu'au fur et à mesure que le nombre de personnes itinérantes ou à risque de l'être augmentait au cours des dix dernières années, les refuges ont dû se transformer en « centres multiservices » pour répondre aux besoins non seulement des clients des refuges mais d'un nombre croissant de personnes dans la collectivité. « Toutefois, ajoute M. Rowe, nos organismes ont atteint un point où il leur est très difficile de faire plus. Nous craignons que certaines personnes ne passent à travers les mailles du filet malgré nos efforts pour coordonner nos services et nous assurer que tous reçoivent de l'aide surtout en ce temps de crise économique. »

The Ottawa Mission est également plus qu'un refuge pour sans-abri puisque tous leurs programmes et services non résidentiels sont ouverts aux hommes et aux femmes de la collectivité. La directrice générale, Diane Morrison, croit que « l'espoir que nous offrons s'étend au-delà de ce que nous pouvons imaginer. » L'espace limité du refuge rend difficile la mise en place de programmes. Mais c'est surtout la pénurie de logements abordables et convenables à Ottawa qui rend encore plus difficile la tâche d'aider les gens à faire la transition du refuge à une vie plus autonome.

La capacité de répondre aux besoins est devenue une seconde nature pour les refuges. *Les Bergers de l'espoir hébergent* plus de 300 personnes. Le directeur général, Paul Soucie, explique qu'en plus de leurs autres programmes et services très en demande, « en cas de débordement, nous pouvons accueillir de 50 à 60 personnes, des hommes et des femmes aux besoins intenses, des personnes extrêmement vulnérables que les autres refuges ne sont pas en mesure d'accueillir.



Marc Provost, Alex Munter, Paul Soucie et Diane Morrison

Photo : AMTI 2008

Tous les refuges manquent de place maintenant, et le surpeuplement va certainement s'accroître à cause de la grave pénurie de logements avec services de soutien à laquelle nous faisons face dans la ville d'Ottawa. »

La ville d'Ottawa opère elle-même deux refuges d'urgence pour familles et accueille aussi le trop-plein des refuges au YM/YWCA et dans des motels. Ces refuges offrent des services de gestion de cas avec accès direct aux prestations d'Ontario au travail et de l'aide pour la recherche de logement. Comme les autres, Marc Provost, directeur de programme à la ville, est heureux que celle-ci soit toujours en mesure d'honorer son engagement d'offrir un refuge à toute personne sans-abri. Durant la dernière année, il y a eu une augmentation du nombre de familles en trop-plein accueillies dans les motels, de juillet à novembre. M. Provost rapporte que « même au beau milieu de la nuit, les refuges accueillent des personnes de tout âge, y compris des familles, qui viennent se mettre à l'abri. Lorsqu'un refuge est plein, les gens sont orientés vers un autre refuge qui peut les accueillir, et des mesures sont prises pour qu'ils s'y rendent en toute sécurité. »

Les refuges pour jeunes d'Ottawa aussi débordent – et doivent malheureusement refuser des jeunes tous les mois. Selon Alex Munter, directeur général du Bureau des services à la jeunesse, le BSJ a pour objectif d'éviter que les jeunes de la rue ne deviennent des adultes itinérants.

« Les jeunes demeurent plus longtemps dans les refuges – une augmentation de la durée des séjours de 70 % par rapport à l'an passé. La bonne nouvelle, c'est qu'ils sont branchés aux services de soutien. La mauvaise nouvelle, c'est que cela indique clairement qu'il n'y a pas assez d'options viables et sécuritaires en matière de logement pour les jeunes. Nos programmes de logement de transition à long-terme opèrent à pleine capacité, et nous avons 27 % plus de jeunes qui se présentent à nos refuges. Il est clair que tous les paliers de gouvernement doivent collaborer et investir dans la santé, le logement, l'intervention en période de crise et les autres services dont ont besoin les jeunes les plus vulnérables. »

Aux prises avec les refuges qui débordent, le message des directeurs est clair. Ottawa doit investir dans le logement sécuritaire, convenable et abordable; s'attaquer à la grave pénurie de logements avec services de soutien; et trouver des fonds pour les services de transition qui permettent aux familles et aux individus de réintégrer la collectivité.

Les directeurs des refuges d'urgence ont de bonnes raisons d'être inquiets pour l'avenir des personnes itinérantes et des personnes à faibles revenus.

Une liste des refuges d'urgence à Ottawa, de leurs sources de financement et des services qu'ils offrent, à la page 9

Les personnes vulnérables à Ottawa

De larges trous dans le filet social

Les Canadiens et les Canadiennes pensent que le « filet social » est une mesure nationale qui nous protège contre la pauvreté. Au cours de la présente récession, les commentateurs nous ont assuré qu'il nous éviterait une dépression comme celle des années 1930. Mais que couvre exactement ce « filet social » dans une ville comme Ottawa où le coût de la vie est très élevé? Protège-t-il les gens contre la pauvreté ou les y retient-il prisonniers ?

- § Dans la première colonne, nous avons l'exemple d'un homme seul qui reçoit des prestations d'Ontario au travail et dont le revenu total est de 592 \$.
- § Quand on soustrait ce qu'il lui en coûte en moyenne pour se loger et se nourrir, on se rend compte qu'il manque 308,41 \$ et qu'il ne lui reste rien pour ses autres dépenses du mois, telles que transport, téléphone, services publics ou soins de santé. De plus, le tableau nous montre que son revenu annuel est bien en-dessous du seuil de faible revenu (SFR) calculé pour Ottawa.

Pour plus de détails, visitez – http://ottawa.ca/residents/health/living/nutrition/services/price_eating_well_fr.html

		Ontario au travail	Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées	A.E. calculé sur un salaire de 30 000 \$	Salaire minimum @ 40 heures/semaine
		Homme seul, âgé de 25 ans	Mère célibataire, âgée de 34 ans, enfants de 13 et 7 ans	Femme seule, âgée de 47 ans	Homme seul, âgé de 25 ans
+ Revenus	Revenu par mois	572,00 \$	1 543,00 \$	1 375,00 \$	1 516,67 \$
	Prestations et crédits additionnels	20,00 \$	698,00 \$	20,00 \$	20,00 \$
	Total =	592,00 \$	2 241,00 \$	1 395,00 \$	1 536,00 \$
- Dépenses	Loyer	671,00 \$ (studio)	995,00 \$ (2 chambres)	827,00 \$ (1 chambre)	671,00 \$ (studio)
	Alimentation nutritive	229,41 \$	473,00 \$	229,41 \$	229,41 \$
	Total =	900,41 \$	1 877,00 \$	1 056,41 \$	900,41 \$
	Argent qui reste pour les autres dépenses du mois	-308,41 \$	+364,00 \$	+\$338.59	+\$636.26
Le portrait annuel					
Revenu annuel	7 104,00 \$	26 892,00 \$	16 740,00 \$	18 440,00 \$	
Seuil de faible revenu	21 666,00 \$	33 159,00 \$	21 660,00 \$	21 660,00 \$	
Différence (±)	-14 562,00 \$	-6 267,00 \$	-4 926,00 \$	-3 226,00 \$	

Solutions sur mesure pour Ottawa

Cours 101 sur les services aux personnes itinérantes

L'itinérance, c'est quoi ?

- § Vivre dans la rue.
- § Passer la nuit dans des refuges temporaires.
- § Vivre dans des endroits déclarés impropres à l'habitation humaine.
- § Être hébergé temporairement par des étrangers, des amis ou des proches (« couch surfing »).

Qui risque de connaître l'itinérance ?

- § Les familles et les individus peuvent devoir quitter leur logement pour toutes sortes de raisons : violence conjugale ou familiale, perte d'emploi, revenus trop faibles pour payer le loyer.
- § Certaines personnes sont vulnérables à cause de problèmes de santé mentale ou de toxicomanie; d'autres n'ont pas les habiletés fondamentales nécessaires ou ne sont pas assez autonomes.

En attendant que les revenus soient suffisants et qu'il y ait assez de logements abordables et convenables à Ottawa ...

- J Des organismes réagissent à l'itinérance
- J Des particuliers réagissent à l'itinérance
- J Ensemble, nous venons en aide aux personnes itinérantes, que ce soient des hommes, des femmes, des jeunes ou des familles ayant des enfants.

En 2008, un total de 7 045 personnes ont séjourné dans un refuge d'urgence pendant en moyenne 51 jours : 3 325 hommes, 928 femmes, 464 jeunes et 747 familles avec au total 1 179 enfants.



Programme logement du Bureau des services à la jeunesse (BSJ)



Comment ça fonctionne à Ottawa

- § La ville d'Ottawa est l'administrateur du réseau de services pour les sans-abri et gère les fonds alloués par le fédéral, le provincial et le municipal pour les services aux personnes itinérantes, la prévention de perte de logement, les refuges d'urgence et les logements avec services de soutien.
- § Le ministère provincial de la Santé finance les services de soutien au logement, les interventions en toxicomanie, les soins de santé physique et mentale.
- § Les organismes sans but lucratif consacrent une part importante des sommes amassées lors de collectes de fonds à la lutte à l'itinérance, même lorsqu'ils reçoivent des subventions gouvernementales.
- § De nombreuses associations caritatives et bénévoles travaillent en partenariat avec la ville pour augmenter et étendre le niveau du financement public.
- § Les chercheurs d'Ottawa aident les fournisseurs de services à peaufiner leurs programmes afin qu'ils répondent mieux aux besoins actuels.

Le partenariat est la clé des solutions mises de l'avant à Ottawa

- § Les fournisseurs de services ont créés des réseaux qui leur permettent de mettre en commun l'information et les ressources afin d'être plus efficaces. En voici des exemples : le Supportive Housing Network, le Street Outreach Network et le Réseau de Prévention de perte de logement
- § L'Alliance pour mettre un terme à l'itinérance sensibilise la collectivité au problème de l'itinérance et fait la promotion de stratégies pour y mettre un terme.
- § La ville, par l'entremise du Comité directeur du renforcement des capacités communautaires pour les sans-abri, travaille avec les parties prenantes, les clients et la collectivité à la mise en œuvre du Plan d'action communautaire pour prévenir et résoudre la question des sans-abri, tel que le requiert le gouvernement fédéral avant d'octroyer du financement.

Toutes ces activités se déroulent alors que les ressources sont insuffisantes et que les fournisseurs de services étirent constamment leurs maigres ressources.

- § Puisque les ressources sont insuffisantes, les efforts doivent porter sur l'atténuation des effets dévastateurs de l'itinérance sur les individus plutôt que sur les solutions qui permettraient de ne plus avoir recours aux refuges d'urgence.

Aider les personnes à vivre dans des maisons de chambres

Au printemps 2008, le Rooming House Pilot Project a vu le jour grâce à une collaboration unique entre deux haltes-accueil, le *Centre 507* et *The Well/La Source*. Chaque centre partage ses services entre les personnes vivant dans la rue ou dans les refuges et celles ayant un logement. Grâce à ce projet pilote, chacun des centres peut allouer un membre de son personnel aux locataires vulnérables vivant dans des maisons de chambres pour les aider à conserver leur logement. La maison de chambre est parfois la seule option pour les locataires à faibles revenus ou ceux qui ont éprouvé de la difficulté à se loger par le passé.

Les fonds provenant de *l'Initiative des partenariats de lutte contre l'itinérance* permettent au personnel des deux haltes-accueil de travailler avec les locataires selon une approche individualisée de gestion de cas. Ils peuvent ainsi soutenir leurs clients lorsqu'ils doivent négocier avec les propriétaires ou faire valoir leurs droits, régler des arrrages de loyers, être orientés vers des services en santé mentale ou toxicomanie ou développer des habiletés fondamentales et personnelles. Ils travaillent en étroite collaboration avec les propriétaires à qui ils offrent information et soutien lorsque surviennent des problèmes. Ils aident également leurs clients s'ils manifestent le désir d'accéder à un autre type de logement, que ce soit un logement subventionné ou avec services de soutien ou une unité de logement du marché locatif.

Au cours des neuf premiers mois, 30 hommes et 19 femmes ont participé au projet, et tous ont conservé leur logement sans avoir recours à un refuge d'urgence (18 des 49 clients y avaient eu recours l'année précédente). Tous les participants ont noté une amélioration de leurs capacités d'adaptation, de leur confiance en l'avenir et de leur optimisme depuis qu'ils se sont joints au projet.



La co-directrice, Janet McInnes, et la coordinatrice aux services de soutien, Darlene Carew, à la halte pour femmes *The Well / La Source*

Le personnel de *La Source* sait que les maisons de chambre sont parfois la seule option viable pour les femmes qui n'ont que la prestation d'Ontario au travail, parce que le taux des loyers sur le marché locatif à Ottawa dépasse leur revenu. Il voit aussi combien il est crucial que les gens aient accès aux ressources communautaires pour combler leurs besoins de base, comme se nourrir, se vêtir, laver leurs vêtements, etc.

Une femme enceinte vivant dans une maison de chambre était aux prises avec un problème de punaises et beaucoup de frustration. Margaret, l'intervenante après des maisons de chambres, l'a aidé à tout nettoyer, à se procurer de nouveaux draps et un couvre-lit et à régler ses notes de buanderie. Elle lui a présenté l'infirmière du Centre de santé communautaire du Centre-ville qui vient à *La Source* pour qu'elle l'aide avec sa grossesse, a pris le temps de jaser avec elle de ses frustrations et l'a invitée à venir rencontrer les femmes de *La Source*.

Une autre femme qui avait survécu à un grave accident mais avait de nombreuses séquelles, dont une blessure au cerveau, vivait au dernier étage d'une maison de chambre sans ascenseur. Margaret s'est rapidement aperçue que cette femme était passée dans les mailles du filet. Elle l'a d'abord aidée à trouver un médecin de famille qui a été étonné de constater que personne ne la suivait et qui a immédiatement prescrit de nombreux tests et organisé des sessions de physiothérapie. Margaret a alors travaillé avec le Centre d'enregistrement pour les logements sociaux afin de lui trouver un logement mieux adapté à ses besoins. Elle l'a aussi orientée vers le POSPH, pour obtenir meubles et articles ménagers, et vers *Para-Transpo*. **La vie de cette femme a été complètement transformée.**



La directrice du centre, Caroline Ann Giekes, et Susan Alcott, l'intervenante auprès des maisons de chambres, au Centre 507

Le Centre 507 est situé sur la rue Bank, au centre-ville, là où il y a de nombreuses maisons de chambres. Beaucoup de gens qui fréquentent le centre y demeurent et parlent des mauvaises conditions dans lesquelles ils vivent, de leur isolement lorsqu'ils quittent leur famille de la rue, des problèmes avec les voisins et les propriétaires et des défis rencontrés à partager les toilettes et la cuisine. Ce projet pilote permet au Centre 507 de leur offrir un soutien continu afin qu'ils réussissent à quitter la rue et l'itinérance de façon permanente.

De refuge d'urgence à avenir prometteur: un homme de 28 ans passe d'abord d'un refuge d'urgence à une maison de chambres de piètre qualité. Les portes d'entrée n'avaient pas de serrures, le détecteur de fumée avait été démonté par un autre locataire, la cuisinière ne fonctionnait pas et les déchets s'accumulaient dans le hall. Après de longs mois, il n'en pouvait plus de se faire demander de l'argent par ses voisins toxicomanes et alcooliques et il a cessé de prendre ses médicaments. Il a quitté la région, mais quelques mois plus tard, il appelait le *Centre 507*.

Grâce au projet pilote, le Centre a pu lui trouver une chambre dans une maison appartenant à un fournisseur de logement social. Deux mois après s'y être installé, il obtenait un emploi dans une chaîne de restauration rapide, avait recommencé à prendre ses médicaments et participait aux activités de groupe du Centre 507.

Le droit d'habiter un logement 'normal' Les solutions Logement d'abord de la SCHL

Selon l'approche *Logement d'abord*, les personnes itinérantes se voient offrir l'accès immédiat à un logement permanent.

Depuis 2001, l'Association canadienne pour la santé mentale (ACSM), section d'Ottawa, obtient des fonds pour combattre l'itinérance du gouvernement fédéral et du ministère de la Santé. Cela lui permet de soutenir 250 personnes vivant dans des unités avec supplément au loyer et 32, dans des condominiums. Les loyers sont bas parce qu'il n'y a pas d'hypothèque à payer. Les locataires signent un bail normal et gardent le logement aussi longtemps qu'ils le désirent.

« Acheter des condos s'avère plus économique parce que sur le marché locatif, les loyers et les suppléments au loyer ne cessent d'augmenter », explique la directrice générale de la SCHL, Marion Wright. « Lorsque nous avons recours aux suppléments au loyer, nous rendons accessibles à nos clients un plus grand nombre de logements du secteur privé. »

Les clients doivent être itinérants quand ils emménagent, souffrir d'une « maladie mentale grave et persistante », et avoir possiblement des problèmes de toxicomanie. La priorité est accordée aux femmes.

Les résidents reçoivent tous des services de gestion de cas intensive et sont suivis par un responsable de cas ou un travailleur de proximité. Ils peuvent conserver leur logement même lorsqu'ils n'ont plus besoin d'un soutien continu et ont toujours accès aux services d'intervention en situation de crise de la SCHL.

« Les condos sont une approche innovatrice et économique qui nous permet de répartir nos unités de logement d'un bout à l'autre de la ville. Ils permettent à nos clients itinérants de mieux s'intégrer à la collectivité sans être stigmatisés » ajoute Mme Wright.

Le cas de Julia . . .

Julia vit dans un logement de la SCHL depuis 18 mois. Avant d'emménager dans cet appartement, elle était aux prises avec des problèmes de toxicomanie, avait été victime de mauvais traitements dans ses relations personnelles et souffrait de dépression. Elle avait été évincée de son appartement précédent parce que son ex-petit ami était parti sans régler sa part du loyer. Avoir un logement stable a permis à Julia d'aller de l'avant.

« J'étais descendue très bas : deux membres de ma famille très proches de moi venaient de mourir, j'étais dans la rue et je ne savais pas où aller.

Heureusement, l'Aide au logement m'a mis en contact avec la SCHL qui m'a trouvé cet appartement. Je ne pourrais souhaiter vivre dans un endroit plus merveilleux.

L'appartement est l'élément le plus important pour moi. Il m'a permis de mettre de l'ordre dans ma vie, et j'ai maintenant une place à moi où je peux peindre et écrire. »

Julia



La directrice générale de la SCHL, Marion Wright, examine la liste des plus récents condos avec la coordonnatrice du programme logement, Paddy York

Messages des refuges d'urgence, suite de la page 3

Les refuges à Ottawa

Cornerstone/Le Pilier (femmes)
The Ottawa Mission (hommes)
Centre Booth de l'Armée du Salut (hommes)
Les bergers de l'espoir (hommes & femmes)
Evelyn Horne Logement d'urgence pour jeunes femmes et Logement d'urgence pour jeunes hommes (Bureau des services à la jeunesse)
Refuges pour familles (2), Ville d'Ottawa
Reception House, Centre catholique pour immigrants (nouveaux arrivants)
YMCA-YWCA et chambres de motels

Leurs sources de financement

Les organismes qui offrent des refuges et d'autres services sont soutenus par un ensemble de ressources provenant de la collectivité et du gouvernement.

40 à 80 % du gouvernement
20 à 60 % amassé dans la collectivité
sous forme de dons ou d'aide reçue en nature

Ces organismes assument leur rôle en offrant divers services

Tous offrent des refuges d'urgence qui combinent les besoins de base et des services de gestion de cas et de recherche de logement. Les autres services dépendent des besoins de la clientèle qu'ils desservent et sont offerts directement dans la rue ou par l'entremise de logements de transition ou avec services de soutien, aide aux toxicomanes, banques alimentaires, hospices, cliniques de santé ou dentaire de première ligne, fourgonnette d'intervention mobile, unités de soins spéciaux, formation préparatoire à l'emploi, programme Winter Warmth... et la liste continue.

